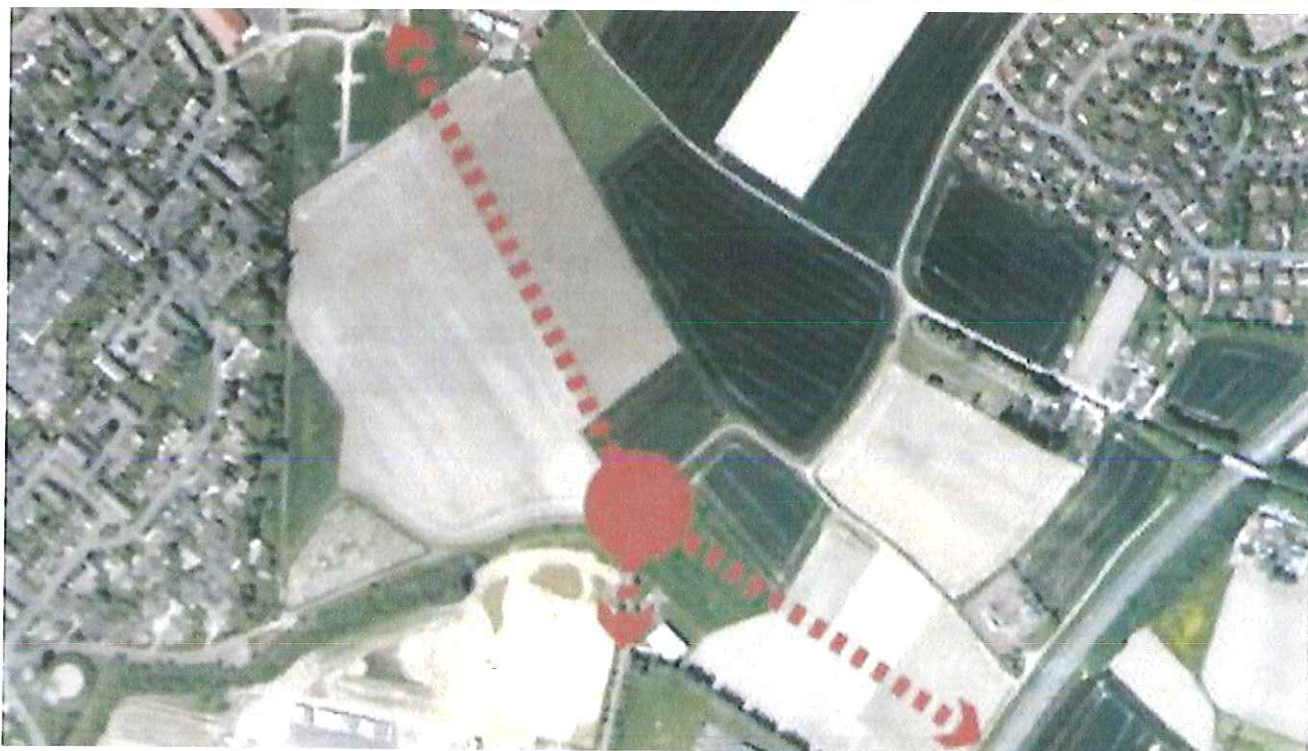


## **Enquête publique unique relative au projet d'aménagement de la liaison RD 700/rue Jules Guesde à Hem**



### **☞ Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)**

- ☞ Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la Métropole Européenne de Lille
- ☞ Dossier d'Enquête Parcellaire
- ☞ Dossier relatif à la création d'accès sur la route express RD 700

Enquête programmée du 28 avril au 30 mai 2015 par arrêté préfectoral du 20 mars

Conduite par décision du Tribunal Administratif de Lille N° E 15 000 029/59 du 17 février 2015

## **AVIS et CONCLUSIONS motivées du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

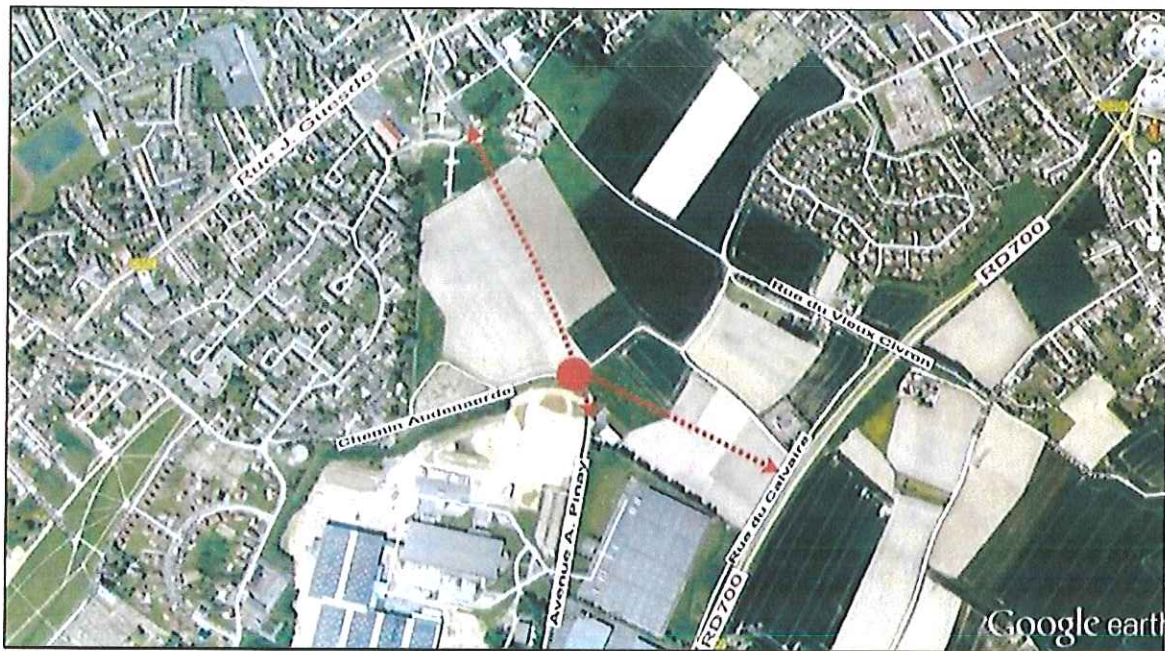
### **Siège de l'enquête : Mairie de HEM**

#### **Enquête instuïte par :**

Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire  
Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante



## ▲ Introduction à l'enquête ▲



La présente enquête unique porte sur le projet de création d'une liaison entre la RD 700, route départementale express et la rue Jules Guesde (RD 952), à Hem.

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

**Métropole Européenne de Lille (MEL),**  
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)  
**Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :**  
**1 rue du Ballon**  
**59 034 LILLE CEDEX**

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celui de l'aménagement du territoire, qui sous entend la planification du territoire.

Lille Métropole affirme l'ambition de repenser la façon dont la ville se développe. Pour «inventer la forme urbaine de l'Euro-métropole du 21ème siècle», il faut «*penser global : l'habitat (vivre), l'économie (travailler) et les transports (se déplacer) devront être planifiés de manière complémentaire et totalement cohérente.*» (Extrait du Programme communautaire Vivre ensemble notre Euro-métropole).

La politique portée par la MEL vise à l'aménagement de zones d'activités durables, en lien avec les axes structurants existants et tournées vers une accessibilité tous modes.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la liaison rue Jules Guesde/RD 700, la MEL a déposé quatre (4) dossiers :

- 📁 Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
- 📁 Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Européenne de Lille
- 📁 Dossier d'Enquête Parcellaire
- 📁 Dossier relatif à la création d'un accès sur la route express RD 700

**Dans ce cadre, bien que l'enquête unique concerne quatre (4) projets distincts mais concomitants, les présentes conclusions ne concernent que l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet de liaison entre la Route Départementale 700 et la rue Jules Guesde à Hem**



## ▲ Présentation du projet soumis à l'enquête ▲

Le projet soumis à l'enquête publique unique consiste créer une liaison entre la route départementale RD 700 (voie express) et la rue Jules Guesde (RD 952), ainsi que l'aménagement d'un giratoire permettant la liaison avec la rue Antoine Pinay. Le projet est intégralement inscrit sur le territoire de la ville de Hem.

La voie projetée sera implantée dans un secteur actuellement dédié à l'agriculture, si elle est autorisée.

La rue Antoine Pinay qui est issue de la Zone d'Activité des Quatre Vents situé au sud-ouest de cette nouvelle route, se termine en impasse au niveau de la plaine agricole.

Le projet, d'une longueur totale d'environ 1 150 mètres, prévoit l'aménagement d'une route à 2x1 voie, bordée de part et d'autre par une piste cyclable et par un trottoir (concernant la section ouest) ou par un cheminement doux mixte piétons et cycles (concernant la section est). Sur la section ouest, la vitesse sera limitée à 30 km/h. Sur la section est, la vitesse sera limitée à 50 km/h. La voie sera raccordée :

- à la rue Jules Guesde, au niveau d'un carrefour surélevé en croix simple,
- à l'avenue Antoine Pinay grâce à un giratoire à 3 branches,
- à la RD 700, grâce à un carrefour de type 1/4 échangeur.

L'accessibilité à la RD 700 nécessitera des aménagements spécifiques, sous la responsabilité des Services du Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de la RD 700.

### **Présentation du site :**

Le site retenu pour la réalisation de la voirie projetée se trouve actuellement dans un secteur dédié à l'agriculture, mais dans lequel la Métropole Européenne de Lille bénéficie de plusieurs emplacements réservés destinés à la réalisation d'une voirie nouvelle.

L'aménagement de ce site relève d'une volonté d'optimisation des flux de personnes et de marchandises (réduction des distances, désengorgement des axes urbain) et d'une recherche d'amélioration de la cohabitation entre activités économiques et zones résidentielles (réduction des nuisances sonores et de la pollution à proximité des secteurs dédiés à l'habitat).

## ▲ Appréciation de l'utilité publique du projet ▲

### **Evaluation de l'intérêt général**

L'intérêt général d'un projet ne s'apprécie pas seulement en fonction du but poursuivi et de l'intérêt de l'opération projetée, mais aussi en prenant en compte le passif de l'opération, c'est à dire de ses divers inconvénients, ce qui est appelé «la théorie du bilan».

Dans le cadre de l'enquête préalable à la réalisation éventuelle d'un projet, le commissaire enquêteur se doit de faire une analyse bilancielle de l'opération à travers 3 questions :

- 1<sup>ère</sup> : quels sont les avantages de l'opération ?
- 2<sup>ème</sup> : quels sont les inconvénients de l'opération ?
- 3<sup>ème</sup> : quel est le bilan avantages / inconvénients de l'opération qui justifie concrètement un caractère d'utilité publique de l'opération ?

### **Situation actuelle :**

Le site retenu pour réaliser la voie de liaison entre la RD 700 et la rue Jules Guesde à Hem est un espace dédié à l'agriculture, sur lequel trois (3) exploitants agricoles exercent leur activité.

La plaine agricole est bordée par la RD 700 et les ZAC des Quatre Vents et de la Blanchisserie.

La rue Jules Guesde, voie urbaine, est localisée à proximité de la plaine agricole.

La ZAC des Quatre Vents n'est accessible que par un seul accès, localisé au niveau du rond point Kiabi.

La totalité des transports de marchandises destinées à la ZAC des Quatre Vents, transitent soit par la RD 700, soit par des voiries urbaines, l'avenue Antoine Pinay issue de cette ZAC se terminant en impasse au



droit de la plaine agricole.

### **Situation projetée :**

Le choix du site est directement lié à sa vocation à savoir constituer une nouvelle voie de desserte pour, d'une part les espaces économiques alentours, sources d'un trafic poids lourds importants, et d'autre part, pour les nombreuses zones résidentielles alentours.

Cette nouvelle voie est destinée notamment à délester le trafic de la rue Jules Guesde, et particulièrement les flux domicile-travail provenant des quartiers nord de la ville. La réalisation de cette voirie était prévue lors de la création de la ZAC des Quatre Vents.

Cette nouvelle desserte, si elle est autorisée, facilitera l'accès aux zones d'activités des Quatre Vents et de la Blanchisserie, en leur offrant un accès direct à la RD 700, évitant ainsi une fréquentation trop importante par les poids lourds de la rue Jules Guesde et supprimant le caractère d'impasse de l'avenue Antoine Pinay.

Les zones résidentielles le long de la rue Jules Guesde bénéficieront également d'un accès plus rapide à la RD 700, et délesteront cette voie d'un trafic de véhicules légers non négligeable.

Le nouveau réseau prévoit également de nouvelles liaisons modes doux indépendantes de la chaussée, dont une piste cyclable et un trottoir sur la section entre la rue Jules Guesde et le futur giratoire, et un cheminement doux mixte piétons et cycles sur la section entre le giratoire et la RD 700. Ces liaisons douces permettront notamment un accès facilité et sécurisé à la Z.A des 4 Vents pour les piétons et cyclistes.

L'aménagement de ce site relève d'une volonté d'optimisation des flux de personnes et de marchandises (réduction des distances, désengorgement des axes urbains) et d'une recherche d'amélioration de la cohabitation entre activités économiques et zones résidentielles (réduction des nuisances sonores et de la pollution à proximité des secteurs dédiés à l'habitat).

Les cheminements agricoles interceptés par le projet seront, soit maintenus, soit recréés.

#### **❖ - 1 Quels sont les avantages de l'opération ?**

La voie projetée devrait faciliter les circulations locales les plus importantes, en particulier les circulations des marchandises, en réduisant les emprunts des voiries urbaines limitrophes à la ZAC des Quatre Vents, en particulier la rue Jules Guesde.

Les flux de déviation des circulations des poids lourds vers la nouvelle voirie aura pour effet l'amélioration du cadre de vie des secteurs dédiés à l'habitat par la réduction prévisible des nuisances sonores et de la pollution de ces secteurs.

L'amélioration de la desserte des ZAC des Quatre Vents et de la Blanchisserie devrait permettre un développement de ces secteurs d'activité et par voie de conséquence, le maintien des emplois dans les entreprises présentes actuellement et aussi la création d'emplois dans de nouvelles activités.

L'aménageur prévoit l'accompagnement de son projet par la création de circulations douces, isolées des circulations automobiles, pour garantir leur sécurité.

#### **❖ - 2 - Quels sont les inconvénients de l'opération ?**

La nouvelle voirie aura pour inconvénient majeur la suppression d'environ 3,5 hectares d'espaces agricoles, (déjà inscrits dans la liste des emplacements réservés du PLU) ce qui nécessite d'acquérir des parcelles privées pour sa réalisation.

Les modifications du schéma de circulation créeront des difficultés temporaires aux usagers habitués du secteur.

#### **❖ - 3 Le bilan avantages / inconvénients de l'opération.**

Doivent ainsi être pris en considération, les atteintes faites à la biodiversité, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics, par rapport à l'intérêt présenté par l'opération.

### **Les atteintes à la biodiversité**



Le projet de liaison RD700 / rue Jules Guesde a pour but de créer un nouvel ouvrage dans un site actuellement dédié à l'agriculture.

Le projet a pris en considération l'écologie du secteur en créant des aménagements apaisés, et en accompagnant le projet par des végétalisations et plantations telles qu'elles ont été présentées au dossier.

Dans le secteur agricole où devrait être implantée la voirie nouvelle, les zones de collecte des eaux pluviales ont été identifiées et les aménagements de la voirie projetée les ont prises en compte.

Le dossier « Loi sur l'Eau » n'a pas été présenté dans le cadre de cette enquête. Sa rédaction et les avis des autorités compétentes en la matière permettront de valider les dispositions prises par le gestionnaire dans le cadre de la gestion des eaux pluviales.

En l'absence d'étude d'impact, les espèces faunistiques et floristiques patrimoniales n'ont pas été identifiées. Mais on peut considérer qu'elles devraient être rares, voire absentes, dans un secteur agricole exploité depuis de nombreuses années et implanté au cœur d'un secteur urbanisé relativement dense.

***Avis du CE :** Les aménagements qualitatifs projetés ont globalement pris en compte la biodiversité du milieu.*

*La gestion des eaux pluviales et la protection de la ressource en eau présentées au dossier devront être validées dans le cadre de l'instruction « Loi sur l'Eau ».*

### **Le coût financier**

***Avis du CE :** Sans référence sur le sujet, je ne suis en capacité de s'exprimer sur le coût estimé de l'opération.*

*Néanmoins, j'estime que l'économie attendue par la réduction des trafics routiers de toutes natures et les créations d'emplois justifient les budgets d'investissement mobilisés par la MEL pour la concrétisation du projet.*

### **Les inconvénients d'ordre social et l'atteinte à d'autres intérêts publics.**

#### **1- Les raisons sociales**

La réalisation de liaison RD700 / rue Jules Guesde aura pour effet de perturber l'activité agricole, temporairement pendant la période des travaux et d'une manière pérenne par la suppression de plus de 2 hectares de terres exploitées par 3 agriculteurs.

La création de la voirie projetée devrait développer l'activité économique des ZAC du secteur et améliorer le cadre de vie des secteurs dédiés à l'habitat.

***Avis du CE :** Le projet présenté à l'enquête a été identifié et retenu comme tel depuis plusieurs années, et inscrit dans la liste des emplacements réservés de la commune de Hem.*

*La création prévisible des emplois, la création d'activités nouvelles dans les ZAC desservies par la liaison projetée, l'amélioration du cadre de vie d'une partie des habitants de la ville de Hem compensent largement la suppression d'environ 3,5 hectares de terres agricoles, dont la disparition était programmée depuis plusieurs années.*

#### **2- L'intérêt public de la santé publique**

Les conséquences du projet sur la santé publique sont celles qui sont liées à la circulation automobile et aux pollutions sonores.

***Avis du CE :** La réalisation du projet devrait avoir pour conséquence une meilleure fluidité des circulations d'accès aux zones d'activité et au niveau des voiries de la ville de Hem.*

*Par voie de conséquence, cette captation de certaines circulations par la voie nouvelle relativement éloignée des zones résidentielles devrait réduire les impacts sonores et améliorer la qualité de l'air des zones habitées.*

*Néanmoins, l'ambiance sonore et la qualité de l'air devraient être naturellement dégradées au niveau de la plaine agricole.*



### 3- Les intérêts de l'environnement

Le projet a pour finalité d'améliorer les conditions d'accès aux zones d'activité et de réduire les circulations urbaines dans la ville de Hem.

*Avis du CE : Compte tenu de l'état initial du secteur étudié, des aménagements prévus et présentés par le pétitionnaire, de la création des circulations douces et de la réduction des impacts de la circulation, j'estime que le projet a pris en compte, au sens large, les intérêts de l'environnement.*

### 4- Les autres critères examinés

#### 4.1 – Documents stratégiques :

Le projet n'est pas en contradiction avec les documents stratégiques qui couvrent ce secteur de la Métropole Européenne de Lille, et même correspond à des orientations de certains de ces documents.

#### 4.2 - Compatibilité avec les documents d'urbanisme :

Dans l'état actuel, le Plan Local d'Urbanisme (PLU), dans le cadre communautaire, n'est pas en contradiction avec la réalisation complète du projet, même s'il doit être révisé pour tenir compte des demandes exprimées au cours de la concertation.

*Avis de la CE : Les règlements communautaires opposables ne sont pas en contradiction avec le projet présenté à l'enquête.*

### Conclusions sur l'analyse bilancielle

*Avis de la CE : Au terme de cette analyse bilancielle des différents critères qui sous-tendent le caractère d'intérêt ou de désutilité du projet soumis à l'enquête, je considère que les avantages du projet de réalisation de la liaison à 2 x 1 voie entre la voie express RD 700 et la rue Jules Guesde à Hem l'emportent sur les inconvénients qu'il pourrait générer et je penche en faveur de sa réalisation.*

## ▲ Conclusions ▲

### A l'issue d'une enquête unique ayant duré trente trois (33) jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 20 mars 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu le code de l'environnement ;
- vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu le code de l'urbanisme ;
- vu le code de la voirie routière, en particulier son article L151-4 ;
- vu l'ordonnance du 6 novembre 2014, rectifiée, relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu le décret du 26 décembre 2014, relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnée à l'article R 123-11 du Code de l'Environnement ;
- vu le plan local d'urbanisme communautaire ;
- vu la délibération n° 10 C 0161 du 12 avril 2010 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) approuve la création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD700, et autorise sa présidente à signer la convention avec le conseil général du Nord, à procéder aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et à solliciter la déclaration d'utilité publique ;



- vu la délibération n°14 C 0890 du 19 décembre 2014 par laquelle le conseil de LMCU tire le bilan de la concertation préalable relative à création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD 700 à Hem et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu la délibération n°DVD-PGP/2014/1200 par laquelle la commission permanente du Conseil Général autorise Lille Métropole Communauté Urbaine à mener les études jusqu'à la phase « projet » et les procédures réglementaires au nom du Département (enquêtes publiques) pour la création d'un nouveau point d'accès à la RD700 ;
- vu le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Général du Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille ;
- vu la décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact du projet, en date du 6 juin 2013 ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu le procès-verbal de la réunion du 5 février 2015 au cours de laquelle les personnes publiques associées ont examiné le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;
- vu la délibération l'avis favorable délibéré de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) du 19 mars 2015 ;
- vu l'avis favorable délibéré du Conseil Municipal de la ville de Hem du 23 avril 2015 ;
- vu la décision n° E15000029/59 du 17 février 2015 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de nommer les commissaires enquêteurs pour conduire l'enquête :
  - Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire ;
  - Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante.
- vu le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 28 avril au 30 mai 2015 ;
- vu les visites et investigations du commissaire enquêteur ;
- vu les observations du public collectées au cours de l'enquête, du commissaire enquêteur et des réponses de Métropole Européennes de Lille ;
- vu les conclusions de l'analyse bilancielle de la commission d'enquête.

#### **Le commissaire enquêteur :**

Considérant que le déroulement de l'enquête a été réalisé dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la publicité réglementaire a été respectée, tant pour les insertions dans les délais requis dans deux journaux différents diffusés dans le département du Nord et par voie d'affiches, constatés par les membres de la commission d'enquête :

- sur le terrain, aux abords de la liaison projetée ;
- en mairie des Hem ;
- au bureau d'accueil du Conseil Général du Nord et au siège de la MEL.

Constatant que l'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la Préfecture du Nord et de la MEL ;

Considérant que les documents contenus dans les dossiers soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet de création de la voirie routière entre la RD 700 et la rue Jules Guesde à HEM ;

Considérant que les conditions de mise à disposition des dossiers d'enquête ont permis au public d'en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouvertures normales d'ouverture des bureaux de la mairie de Hem ;



Constatant que le public pouvait s'exprimer par écrit, en se déplaçant dans la mairie de Hem ou sans déplacement en s'exprimant sur un site internet, dédié à l'enquête, au siège de la Préfecture du Nord ;

Considérant que des publicités extra légales de l'annonce de l'enquête ont complété les publicités réglementaires ;

Considérant que les représentants de la MEL ont répondu, sans restrictions aux questions qui leur ont été soumises ;

Considérant que le projet de la liaison routière apparaît comme compatible avec les documents de planification et de programmation ;

Considérant que les aménagements spécifiques du projet permettront aux exploitants agricoles de maintenir leur activité ;

Considérant que le projet de la liaison routière amènera une amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Hem actuellement impactés par des trafics routiers de toutes natures générés par les zones d'activité, en particulier la ZAC des Quatre Vents ;

Considérant que le projet de la liaison routière sécurisera la ZAC des Quatre Vents en assurant une seconde sortie principale de ce secteur, actuellement bloqué par une voie en impasse ;

Considérant que sur le plan économique, la création du nouvel équipement permettra le maintien des emplois des activités existantes et autorisera la création d'autres activités, sources de création de nouveaux emplois ;

Considérant que l'accessibilité à la RD 700, indépendamment de la ZAC, permettra aux populations locales d'accéder plus facilement aux différents secteurs de la MEL.

### **Pour ces motifs :**

**J'émet un avis favorable, à Déclaration de l'Utilité Publique (DUP) du projet d'aménagement de la liaison routière entre la Route Départementale 700 (voie express) et la rue Jules Guesde (RD 952) à Hem, proposé par la Métropole Européenne de Lille.**

**Cet avis est assorti de 3 réserves et de 10 recommandations :**

### **Réserve :**

**N°1 – Le projet de liaison n'a de sens que si les conditions d'accès à la RD 700 sont validées par le Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de cette artère.**

Actuellement, un projet de convention a été établi et présenté dans le dossier d'enquête.

Le raccordement de la voie projetée à la RD 700 est conditionné par la signature des deux acteurs de la convention fixant les engagements réciproques de la MEL et du Conseil Général du Nord.

**N°2 – Le tracé du projet de la liaison projetée a été modifié par rapport à un premier projet bénéficiant de plusieurs emplacements réservés dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) métropolitain, secteur de Hem, au profit de la MEL.**

La DUP est conditionnée par la validation de la modification du PLU, par les autorités compétentes, qui devra prendre en compte le tracé proposé par le présent projet.

**N°3 – Le dossier « Loi sur l'Eau » n'a pas été porté à la connaissance du public et du commissaire enquêteur.**

Le projet définitif devra tenir compte des avis et conclusions de l'autorité responsable de l'instruction du projet.

### **Recommandations :**

**N° 01 – Dans son avis délibéré, la CDEAC a demandé à revoir, en réduction significative, la largeur de l'emprise du projet sur le domaine agricole.**

Le maître d'ouvrage devra compléter son étude et indiquer si cette demande est compatible avec le projet.



N° 02 – L’avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Régional Archéologique (DRAC-SRA), devra être sollicité avant travaux pour connaître sa position vis-à-vis de fouilles préventives sur le linéaire de la voie projetée.

En l’absence de fouilles préventives et en cas de découverte fortuite, les services de la MEL devront en informer immédiatement les services de la DRAC-SRA.

N° 03 – Le secteur d’implantation du projet routier est actuellement dédié à l’agriculture. Le maître d’ouvrage devra contacter les exploitants agricoles pour harmoniser la programmation des travaux avec les périodes culturales.

Dans le cas où ces périodes étaient incompatibles avec les objectifs de la mise en service du nouvel ouvrage, les exploitants devront être indemnisés pour les dommages aux récoltes.

N° 04 – Le CE recommande au maître d’ouvrage qu’un outil pédagogique soit élaboré avec les acteurs locaux (collectivité communale, exploitants agricoles et riverains) pour informer les populations locales du planning des travaux et des conditions d’accès aux voies qui seraient susceptibles d’être perturbées pendant la période des travaux.

N° 05 – Sauf impératif majeur de sécurité, la circulation des engins de chantier devra éviter les heures de pointe de circulation.

N° 06 – Une signalétique visible, compréhensible et informative devra être mise en place pour informer les usagers de la RD 700 et des voiries périphériques des travaux entrepris pour réaliser et raccorder la liaison projetées à la voie express.

N°07 – Les conclusions de l’étude acoustique exclue toute disposition particulière à mettre en place pour accompagner le projet.

Des mesures, in situ, devront être réalisées après travaux, à la condition que des riverains se manifestaient pour signaler une aggravation de l’ambiance sonore, générée par la voie projetée.

Dans le cas où le mesures constatées une aggravation incompatible avec le Code de la Santé publique, des dispositions constructives devront être réalisée pour rétablir l’état initial.

N° 08 – Le maître d’ouvrage devra rechercher et mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles pour limiter les pollutions lumineuses dans un secteur qui était dédié, jusqu’à présent, à l’exploitation agricole.

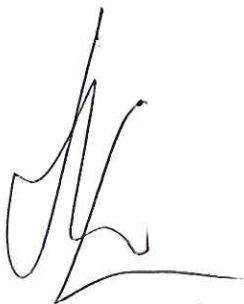
N° 09 – Le Conseil Général du Nord (CG59) a programmé des travaux importants sur la RD 700. Le maître d’ouvrage devra harmoniser sa période de travaux avec ceux du CG59.

N° 10 – Au cours de l’enquête plusieurs requérant ont suggéré la création de zones de covoiturage.

Bien que ce type d’équipement ne soit pas prévu par le projet, le CE recommande qu’une réflexion soit menée dans ce sens entre les services du CG59 et la MEL.

\*\*\*

Lille, le 20 juillet 2015

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, looped 'J' followed by a series of connected strokes that form the name 'HÉMERY'.

Monsieur Jean-Paul HÉMERY

Commissaire enquêteur